

Nouvelles locales du vendredi 11 juin 2010

@rib News, 12/06/2010
Politique- Le parti Upd-Zigamibanga a annoncé ce vendredi soir que la candidate à la présidence de ce même parti Mme Pascaline Kampayano a été kidnappée par la police à Cibitoke. Selon le porte-parole de ce parti Chauvineau Mugwengezo, Mme Kampayano était en compagnie de sa fille et son chauffeur quand la police les a arrêtés et transportés au commissariat de police de la province de Cibitoke au nord-ouest du Burundi. Le porte-parole de l'Upd souligne que Mme Kampayano se rendait au Congo pour des raisons personnelles et se dit inquiet par cette arrestation, qui, visiblement est une façon d'intimider l'opposition. Elle risque de passer la nuit en prison dans des conditions déplorable, regrette le porte-parole de l'Upd. (Rpa)

- Le président de la République Pierre Nkurunziza vient de sortir un décret annonçant le début de la campagne électorale aux présidentielles du 28 mai 2010. Selon ce décret, la campagne commence ce samedi 12 juin 2010 pour se terminer au 24 juin 2010. Le même décret précise que seul le parti ayant de candidat a le droit de faire campagne présidentielle. Il convient de noter que le parti Cndd-Fdd est le seul autorisé, selon ce décret, de faire campagne car il est le seul à avoir un candidat en course, les autres s'étant retirés suite aux fraudes massives dont ils accusent le parti au pouvoir. (Rpa/Bonesha/Isanganiro)- Les partis d'opposition membres de l'ADC-Ikibiri ont sorti un communiqué dans lequel ils rejettent le comportement du ministre de l'Intérieur qui a interdit aux partis d'opposition de faire des réunions leur intimant d'attendre la fin de la campagne pour organiser leurs meetings. Selon le communiqué rendu public ce vendredi 11 juin 2010, la loi burundaise reconnaît aux partis politiques le droit de réunions et la période de campagne ne fait pas exception. Ces partis qui rejettent le verdict des urnes de ce 24 mai 2010, accusant le parti au pouvoir d'avoir organisé un hold-up des urnes, disent qu'ils n'ont pas le droit de faire demi-tour devant ceux qui veulent assassiner la démocratie au Burundi. Leur revendication est de voir la Ceni et ses membres radiés et les élections communales du 24 mai annulées. (Rpa/isanganiro/Bonesha)- Le parti Uprona dit ne pas être prêt à revoir sa décision contrairement à ce que certaines personnes croyaient après la visite de Ban Ki-Moon. Selon le président de ce parti Bonaventure Niyoyankana, le voyage du Secrétaire de l'ONU et la crise politiques ont coïncidé et pense que Ban Ki-Moon ne venait pas avec une solution particulière dans sa poche. Il demande à la Ceni de repousser les présidentielles à une date ultérieure pour bien préparer les élections où tout le monde doit participer. (Isanganiro)- Le politologue Elias Sentamba de l'Université du Burundi dit que le parti au pouvoir peut se frotter les mains car, estime-t-il, il peut remporter les élections présidentielles car il est le seul à affronter la compétition. Cependant, ce politologue de l'Université a peur de l'avenir de ce parti qui risque de s'écarter dans les jours à venir. Selon Sentamba, beaucoup de gens vont migrer vers le parti au pouvoir et à un moment donné, il sera difficile de donner des avantages à ce monde qui aura migré vers ce parti et les mécontentements seront nombreux avec des démissions possibles. (Isanganiro)- La Commission Electorale nationale Indépendante (Ceni) a fait savoir ce jeudi que Pierre Nkurunziza est le seul candidat pour les prochaines présidentielles et qui est aussi le seul à qui il est permis de faire la campagne. Selon le porte-parole de la Ceni, Prosper Ntahogwamiye, la Ceni a déjà la facture attestant que le candidat du Cndd-Fdd a payé la caution exigée par le Code électoral. (Renouveau/Rema)- L'opposition réunie au sein de l'ADC-Ikibiri se dit inquiet par le viol systématique de la Constitution de la République. L'opposition se dit également déterminée à faire de la contre-propagande contre le pouvoir quand la campagne va commencer. Le porte-parole de cette alliance, le député Nyangoma a souligné à la presse ce vendredi que malgré les ordres du ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana, de ne pas faire des réunions les meetings des partis d'opposition appelant au boycott des élections vont avoir lieu. (Rpa)
Sécurité- Un policier du camp de la police de Kirundo au nord du pays a tué cette nuit de jeudi à vendredi 6 personnes dont 4 d'une même famille. Cet assassinat a eu lieu le soir quand un policier du nom de Jean-Marie Niyukuri a fait irruption dans la maison de l'un des responsables de la police de ce camp et y a tué sa femme et ces deux enfants ainsi qu'un enfant du voisin qui était venu leur rendre visite. De passage, le meurtrier a aussi tiré sur deux autres personnes dans la ville de Kirundo, soit un bilan de 6 tués. Ce malfaiteur serait en cavale et la police du mal à le trouver. (Isanganiro/Rpa)- Le ministre de la Sécurité publique Alain Guillaume Bunyoni a rencontré les responsables de la police nationale de tout le pays en province de Mwaro, au centre du pays. Dans ces déclarations, le ministre Bunyoni a affirmé que la sécurité est bonne dans tout le pays. Parlant de la sécurité des élections, le ministre de la Sécurité a souligné que les corps de sécurité et de défense sont bien comportés lors des élections communales et comptent même améliorer pour les prochaines élections. Il a aussi accusé les partis contestataires des élections communales de vouloir occasionner des troubles dans le pays en refusant les résultats des communales. (Rpa)
Justice- Comparution devant la Cour d'Appel de Bujumbura de Nestor Ntakirutimana, l'ancien administrateur communal de Kayogoro accusé d'avoir donné l'ordre de tirer sur des scouts en pleine séance de totemisation. Trois scouts étaient morts après cette fusillade sur un camp qui en comptait trente. Cet administrateur avait été mis en prison depuis 2008 et a comparu ce mercredi avec l'ancien chef de poste de Kayogoro et deux autres policiers du même poste de police. Ces deux derniers acceptent d'avoir tiré sur ces scouts. (Rpa)
Droit de l'homme Un taxi-vélo a été battu par un chef de poste d'une position policière, accusé d'avoir fait tomber l'agent de sécurité alors que celui-ci avait forcé à le porter sur son vélo. La victime est hospitalisée et son dos a été gravement endommagé. Il demande que le policier incriminé soit puni, alors que le Commissaire de Police de Ruyigi dit attendre le rapport des faits pour prendre une décision. Cette bavure a eu lieu dans la province de Ruyigi, à l'est du Burundi ce mercredi. (Isanganiro)